



Crédits: Gabriel Plante

CET ULTIMATUM EST UN ULTIMATUM

COMITÉ JOURNAL

Dans le budget du 26 mars dernier, on nous annonçait une hausse ridicule du budget de l'éducation de seulement 0,2% pour 2015-2016, alors que la hausse normale des coûts de fonctionnement (salaires, électricité, etc) est d'environ 3 ou 4%¹. Ces annonces ont eu pour effet d'intensifier la grogne; la résistance aux mesures d'austérité ne fera que s'accroître.

Depuis 2014, ce sont entre 172 et 300 M\$ qui ont été coupés dans les universités². Les administrations, forcées d'atteindre l'équilibre budgétaire, coupent directement dans les services aux étudiants et étudiantes. À l'Université du Québec en Outaouais, la taille des groupes a été augmentée (1,3 M\$); à l'UQAM, on prévoit une baisse de salaire de 2 % pour les employé-e-s et 150 cours ont été retranchés (28 M\$); à l'Université de Montréal, 50 charges de cours ont été abolies pour la session d'hiver 2015 dans la Faculté des arts et des sciences (70 M\$). À l'Université Laval, le département d'ethnologie a été fermé, 20 cours ont été abolis au département des langues et sept autres en histoire (42 M\$). À l'Université de Sherbrooke, on envisage l'abolition de 83 postes et des réductions de dépenses pour les ressources matérielles (18 M\$). Le portrait continue de se noircir pour Chicoutimi, Concordia, McGill, Rimouski, et Trois-Rivières.

Dans les cégeps, ce sont 41 M\$ de compression qui ont eu lieu depuis 2014 avec, encore une fois, des effets bien réels: la suppression du poste d'infirmière du Cégep de St-Félicien, une augmentation de 47 % des frais afférents au Cégep F.-X. Garneau, la fermeture de la piscine à prévoir d'ici deux ans au Cégep de Ste-Foy, la possible abolition des services d'un travailleur social ainsi que du recours aux services externes de psychologie au Cégep de Lanaudière et ainsi de suite, d'établissement en établissement.

Bilan des votes de grève

Bien que la vaste majorité des étudiantes et étudiants reconnaisse les impacts de l'austérité sur leur formation, leur établissement ou leur futur

secteur d'emploi, le recours à la grève comme moyen de pression n'est pas unanime. Si pour certaines associations étudiantes, la grève générale est une solution claire pour augmenter la pression envers le gouvernement, d'autres associations - notamment collégiales, hors Montréal et anglophones - n'ont pas fait ce choix.

En effet, au moment de mettre sous presse, seuls les cégeps de St-Laurent et du Vieux-Montréal ont voté en faveur d'une grève générale. Les cégeps de St-Félicien, Granby, Jonquière, Gérard-Godin, Alma, Matane, Drummondville, Maisonneuve et Lionel-Groulx ont tous préféré voter en faveur de journées de grève ponctuelle (soit 9 cégeps). Les cégeps de La Pocatière, St-Jean-sur-Richelieu, Abitibi-Temiscamingue, St-Hyacinthe, Joliette, André-Laurendeau, Valleyfield, Bois-de-Boulogne, Trois-Rivières, Montmorency, François-Xavier Garneau et Champlain ont quant à eux rejeté la grève (soit 12 cégeps). Quelques rares cégeps n'ont pas réussi à organiser de vote de grève pour l'instant, dont le Cégep de Mont-Laurier.

Du côté universitaire, six des sept facultés de l'UQAM sont en grève générale (soit environ 55 % des étudiantes et étudiants). À l'Université de Montréal, il s'agit de 23 modules (18 %). À l'extérieur de la région métropolitaine, il s'agit de 16 modules à l'Université Laval (6 %), de sept associations de l'Université du Québec à Chicoutimi (9 %) et de six associations à l'Université de Sherbrooke (11 %). Des dizaines de milliers d'autres personnes de ces mêmes campus ont quant à elles voté en faveur d'une grève ponctuelle pour le 2 avril. Dans les campus où il n'y a aucune d'association en grève générale, une grève ponctuelle a tout de même été votée: en Outaouais, seul-e-s les

SUR LA GRÈVE

OLIVIA BÉDARD-WIEN

Je suis une étudiante en grève du cégep de Saint-Laurent. Je n'écrirai que ce que j'ai vu, au travers de mes yeux ou de ceux des mes camarades militants et militantes.

Lundi 23 mars

Le 23 mars marquait le coup d'envoi de la première semaine de grève, grève, rappelons-le, contre les mesures d'austérité et les hydrocarbures. Piquet, levée des cours, conseil de grève. Nous rédigeons une lettre demandant un référendum populaire sur l'austérité, que nous envoyons à divers médias et au gouvernement. Puis, c'est la manif-action de lancement de grève. Nous y allons, le poing en l'air, prêtes et prêts pour notre première manifestation de grève. Deux heures passent. Nous revenons, les mains pendantes, les larmes aux yeux. La police ne nous a laissé marcher qu'une quinzaine de minutes avant d'utiliser matraques, gaz lacrymogènes et poivre de cayenne lorsque avons tenté d'occuper les bureaux de SNC-Lavalin, en contestation de leurs activités pétrolières. Certaines et certains ne reviennent même pas: ils et elles se sont fait arrêter pour attroupement illégal dans un parc, alors qu'ils et elles mangeaient des clémentines.

Mardi 24 mars

Piquet, levée des cours, conseil de grève. Nous organisons une manifestation contre l'austérité dans l'arrondissement Saint-Laurent. On fait un *sit in* devant le bureau de Jean-Marc Fournier, où l'on lit la lettre rédigée la veille. Plus tard, une trentaine d'entre nous partent pour une manif-action, cette fois-ci contre les hydrocarbures. Le conseil de grève a duré trop longtemps; nous arrivons 5 minutes en retard. La manifestation est déjà finie, avant même d'avoir commencé. La police se fait de plus en plus répressive.

Le soir, c'est l'OSTIE DE GROSSE MANIF DE SOIR: le vent de droite ne passera pas.

étudiants et étudiantes du module de psychologie se sont libéré-e-s pour la manifestation nationale et à Rimouski, c'est l'ensemble de la communauté étudiante.

Du côté anglophone, finalement, la situation est difficile. À l'Université Concordia, quatre associations sont en grève générale (10 %) et trois autres le sont pour le 2 avril. À McGill, ce sont près de 1000 étudiants et étudiantes qui se sont libéré-e-s pour la manifestation nationale.

Toutes ces associations - cégepiennes, hors Montréal ou anglophones - auront besoin de la solidarité des campus plus mobilisés et de l'énergie des membres des associations en grève depuis plusieurs jours, soit plus de 55 000 personnes réparties sur 10 campus. Un des objectifs de la grève est en effet de libérer les militantes et des militants de leurs charges académiques pour favoriser un élargissement du mouvement de lutte à l'austérité. Cependant, toutes les associations ne se sentent pas prêtes à déclencher une grève générale. Lors de leur prochaine assemblée, par exemple, les cégeps de St-Félicien et de Matane comptent proposer une autre journée ponctuelle de grève pour le 1^{er} mai. La réalité des établissements éloignés peut donc significativement différer des campus universitaires montréalais. À certains endroits, la population étudiante reste encore à informer sur ce qu'impliquent concrètement les politiques d'austérité et sur les moyens à leur disposition pour lutter.

Obstacles institutionnels et judiciaires

Sur certains campus, des campagnes de peur sont menées par le personnel des établissements pour dissuader du recours de la grève. Tout comme en 2012, les comités de mobilisation s'efforcent, au quotidien, de déconstruire les mythes liés à ce moyen de pression. De plus, les associations étudiantes font face à des administrations hostiles qui refusent de prendre des ententes officielles pour assurer la levée des cours, ne reconnaissent pas la légitimité des grèves ou encore envoient des messages allant en contradiction avec les mandats d'assemblées générales. Par exemple, l'administration du Cégep de St-Jérôme a envoyé un message à la communauté étudiante pour annoncer qu'en cas de grève, la formation continue et les stages seraient affectés, alors que le libellé de la question référendaire les excluait clairement. Cette attitude a pour effet d'augmenter la tension; certaines altercations ont eu lieu lors des assemblées générales (comme à

Lionel-Groulx et au Vieux-Montréal) et des premières levées de cours.

Le mouvement de grève se heurte également à des obstacles judiciaires: certains votes de grève sont contestés, des menaces d'injonction planent et les campus sont de plus en plus sécurisés. Pour donner quelques exemples, à Jonquière, un groupe d'étudiantes et d'étudiants a mandaté un avocat de se pencher sur les irrégularités observées lors du vote de grève et une mise en demeure a été envoyée pour contester officiellement les résultats du scrutin³. Une injonction pour forcer la reprise des cours a été déposée par 14 étudiantes et étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke pour mettre fin aux levées de cours⁴. À l'Université du Québec à Montréal, l'administration a attribué un contrat sans appel d'offres à une firme de sécurité privée d'une valeur de 500 000\$ pour renforcer la sécurité en vue de la grève étudiante⁵.

Solidarités

Cependant, il ne faut pas oublier qu'en éducation, ce sont les employé-e-s qui sont les plus touché-e-s par les mesures d'austérité. Comme en santé, l'essentiel des compressions se fait aux dépens des salarié-e-s, ce qui se traduit par des mises à pied, des surcharges de travail et un appauvrissement. En effet, si la hausse des dépenses du budget en éducation est si maigre, c'est entre autres parce qu'elle ne tient même pas compte de l'ajustement des salaires à l'augmentation du coût de la vie pour l'année 2015-2016.

Comme les mesures d'austérité n'échappent à personne, des solidarités se construisent. Des associations tissent des liens avec les syndicats des professeur-e-s, mais également du personnel de soutien et des professionnel-le-s à travers les tables intersyndicales. Par exemple, au Cégep de St-Félicien, la présidente du syndicat des infirmières du CSSS de Roberval a fait des tournées de classes en soins infirmiers. À Marie-Victorin, l'association étudiante a appuyé le syndicat des professeur-e-s dans une action de piquetage le 1^{er} avril pour souligner l'échéance de leur convention collective.

Aussi, depuis les dernières semaines, trois syndicats de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) ont pris des mandats de grève sociale pour le 1^{er} mai. Celui-ci sera effectif si, au total, 10 syndicats de cette fédération joignent le mouvement et si la CSN les soutient financièrement et juridiquement. Au cours du mois d'avril, près d'une vingtaine d'autres

syndicats d'enseignants et enseignantes tiendront des assemblées afin de se doter d'un tel mandat de grève. Le Syndicat des étudiants et étudiantes employé-e-s de l'UQAM (SÉTUE-UQAM) a également voté une grève pour cette date. Ce sera donc une journée d'envergure pour le milieu syndical, mais également pour les groupes communautaires qui seront nombreux à appuyer, notamment par des actions de perturbation⁶. Par exemple, le front commun syndical du Bas-Saint-Laurent en appelle à la fermeture de l'autoroute 20 pour cette journée du premier mai. « Ce gouvernement n'entend que ce qui est économique, qu'à cela ne tienne, pendant cette journée, l'économie sera perturbée », a affirmé la vice-présidente générale du Conseil Central du Bas-Saint-Laurent (CCBSL)⁷.

Le 1^{er} mai sera un moment crucial pour démontrer que les étudiantes et étudiants ne sont pas les seul-e-s à se mobiliser; c'est l'ensemble de la société qui s'oppose aux mesures d'austérité. Nous y serons!

- 1 Bellerose, Patrick. « Budget provincial 2015: santé et éducation dans le tordeur », Le Huffington Post, 26 mars 2015, http://quebec.huffingtonpost.ca/2015/03/26/budget-provincial-2015-sante-et-education-dans-le-tordeur_n_6950384.html
- 2 Nguyen, Minh. « Compilation des conséquences des mesures d'austérité 2014-2015 », Institut de recherche et d'information socio-économique, 26 mars 2015, <http://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2015/03/austerite2014-20151.pdf>
- 3 Patry, Mélanie. « Contestation du vote de grève au Cégep de Jonquière », 26 mars 2015, Radio-Canada, <http://ici.radio-canada.ca/regions/saguenay-lac/2015/03/26/004-vote-greve-contestation-cegep-jonquiere.shtml>
- 4 Proulx, Geneviève. « Grève étudiante : 16 étudiants contestent la levée des cours à l'Université de Sherbrooke », Radio-Canada, 30 mars 2015, <http://ici.radio-canada.ca/regions/estrie/2015/03/30/005-demande-injonction-universite-de-sherbrooke-greve-etudiante.shtml>
- 5 Lavoie, Jasmin. « L'UQAM renforce sa sécurité », La Presse, 28 mars 2015, <http://plus.lapresse.ca/screens/9486efcb-8d75-4207-afda-1c257cf8cb08%257CL-tpGqvKxale>
- 6 Coalition du 1er mai 2015. « Appuis au 1er mai 2015 », avril 2015, <https://grevecontrelausterite.wordpress.com/appuis/>
- 7 Lavoie, Richard. « Les syndicats du Bas-Saint-Laurent promettent de bloquer la 20 », 28 mars 2015, Radio-Canada, <http://ici.radio-canada.ca/regions/est-quebec/2015/03/28/001-syndicats-front-commun-bas-saint-laurent-austerite-moyen-pression.shtml>

Parallèlement, une CRISS DE GROSSE MANIF DE SOIR a lieu à Québec. À Montréal, nous sommes plusieurs milliers. Pourtant, au bout de vingt minutes, l'anti-émeute nous charge. C'est la débandade, la manifestation se divise en petits groupes. Matraques, gaz, poivre. Plusieurs blessé-e-s parmi nous. On apprend le lendemain qu'à Québec, l'anti-émeute a lâché des chiens sur la foule. Bilan: quatre personnes mordues; le reste, traumatisé.

Mercredi 25 mars

Nous restons au cégep. On prépare des banderoles, on fait des ateliers cégep-pop. Puis, l'administration du Cégep du Vieux-Montréal menace de mettre en lock-out ses étudiantes et étudiants. Ça ne passera pas, les grévistes menacent d'occuper. Un contingent saint-laurentien y accoure. Suite à de féroces négociations, une entente est signée: les grévistes pourront avoir accès au cégep de 9h à 16h. Soirée tranquille, on écoute des documentaires montrant l'effet de la consommation de masse sur l'environnement en buvant du thé.

Jeudi 26 mars

Piquet, levée des cours, conseil de grève. Puis, c'est le départ pour le rassemblement de l'ASSÉ devant l'Assemblée nationale, pour protester contre le budget qui y est déposé. Nous avons notre propre bus. Nous sommes 56. On chante, on écrit. On arrive à Québec. La moitié d'entre nous vont faire de la mobilisation au Cégep F.X. Garneau, tandis que l'autre moitié va aider aux levées de cours à l'Université Laval. Cette dernière moitié est accueillie par la police, qui refuse que l'on aille mobiliser les troupes. 17h.

Rassemblement devant l'Assemblée nationale. L'ambiance est joyeuse, encore une fois. Nous chantons.

Une heure plus tard, nous sommes en souricière. Une manifestante s'est fait tirer à bout portant au visage par un policier armé d'un fusil à gaz lacrymogène. Certaines et certains d'entre nous ont réussi à partir, d'autres non. Ils et elles seront douze à rester en souricière et s'en tirent sans amende: ce n'était que de l'intimidation. Nous rentrons, encore une fois traumatisé-e-s par la violence policière. Où est passé notre droit de contestation, essentiel à la démocratie? Nous nous poserons cette question souvent.

Vendredi 27 mars

Piquet. Levée des cours, conseil de grève. Nous avons une assemblée générale de reconduction. Nous sommes 819. Nous proposons une reconduction jusqu'au 10 avril. La salle semble être d'accord, mais le vote sera serré. Finalement, la proposition est adoptée à une majorité de 51%. Nous sautons de joie en silence. En même temps, à Sherbrooke, des professeur-e-s manifestent contre l'austérité. Puis, à Montréal, c'est l'OSTIE DE GROSSE MANIF PRISE 2. Nous sommes environ 150 à y aller. La manifestation se déroule dans le calme la première heure durant. Soudain, la police nous force dans la Place du Canada. Nous sommes encerclé-e-s. Ils et elles tirent des bombes assourdissantes, des grenades de gaz lacrymogène. Je me réfugie dans un restaurant. Je pleure, mon visage brûle et ma gorge hurle toute seule. Mais je n'ai plus peur. Nous en ressortirons plus forts et fortes que jamais.

Samedi, une autre manifestation contre l'austérité. Tout se passe bien, nous réussissons le premier blocage de pont du printemps. À Québec,

une manifestation familiale contre la violence policière se déroule en toute tranquillité. Dimanche, il y a la manif à vélo et la manif pour le droit à l'autodétermination des femmes. Nous nettoyons le local de l'association étudiante, qui, après cette dure semaine, en a bien besoin.

La première journée de la deuxième semaine de grève se passe mieux. Certaines associations de l'UQAM bloquent les portes de leur institution pour protester contre l'expulsion politique de neuf étudiants et étudiantes; nous les aidons. La police est de notre côté cette fois-ci, empêchant les briseurs de lignes de passer. À Québec, des étudiants et étudiantes en médecine, en grève pour l'occasion, manifestent contre le projet de loi 20, menaçant leurs propres exils si celui-ci est adopté. Parallèlement avait lieu à Sherbrooke une manifestation pour le droit des femmes de disposer de leurs corps. Le soir, une autre OSTIE DE GROSSE MANIF. La police et l'anti-émeute sont présentes, avec la police montée. Les chevaux nous terrorisent et la police force l'emprunt de certaines rues. Pas de blessures pour cette fois.

La violence policière et le fait d'être toujours ensemble crée un esprit de communauté. Nous faisons de la nourriture pour tous et toutes, nous partageons tout ce que nous avons. La grève, en plus d'être une arme politique, est une école. Nous apprenons à valoriser la diversité, la voix de chaque personne. Et surtout, la solidarité. Ainsi se clôt la première semaine de grève pour moi. Malgré la répression massive de l'État, malgré les menaces du gouvernement et les administrations intransigeantes, je suis encore. Et comme moi, les militantes laurentiennes et les militants laurentiens sont prêtes et prêts à continuer, pour de bon.